

Questions au Feuilleton

Mme le Président: A l'ordre. Cette période doit servir à échanger des renseignements sur les travaux d'initiative ministérielle et non pas à entamer des débats.

[Français]

M. Dubois: Madame le Président, je voudrais rappeler à mon honorable collègue lorsqu'il parle du député de Burnaby (M. Robinson) au sujet du comité de la justice et des questions juridiques, que ce dernier ne siégeait pas hier, et qu'il est donc impossible que le député de Burnaby ait présenté une motion.

M. Ferguson: Ce bill a pour but de mettre à jour, de modifier et de développer la loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers. Étant donné que de nombreux agriculteurs canadiens sont à cours d'argent, spécialement ceux qui ne sont pas en mesure de récupérer leurs coûts sur le prix de vente et que beaucoup de ces agriculteurs risquent de perdre leur exploitation, ce bill va créer un mécanisme qui pourrait leur éviter de se voir évincés de leur terre purement et simplement. Plusieurs provinces offrent des primes au titre des intérêts ainsi que d'autres programmes, mais en Ontario particulièrement il n'y a malheureusement rien du genre et ce bill s'impose d'urgence.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

M. GREENAWAY—LA POLITIQUE FISCALE ET BUDGÉTAIRE

M. Lorne Greenaway (Cariboo-Chilcotin): Madame le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par 184 citoyens inquiets de Quesnel, en Colombie-Britannique. La pétition a pour objet de protester contre la politique fiscale actuelle du gouvernement et contre ses propositions budgétaires de novembre 1981. Elle a en outre pour objet de presser le gouvernement de prendre de nouvelles mesures économiques et budgétaires audacieuses aux fins de réduire le chômage et de nous tirer de la récession dans laquelle nous nous enfonçons de plus en plus.

Les auteurs de la pétition espèrent qu'après l'avoir examinée vous la jugerez recevable, et que vous exercerez les pouvoirs discrétionnaires dévolus à la fonction d'Orateur de la Chambre pour en autoriser le débat et le renvoi au comité le plus tôt possible, afin que le gouvernement puisse remédier aux lacunes de son budget de novembre et de son programme économique.

M. HEAP—LES ESSAIS DE MISSILES CRUISE EN SOL CANADIEN

M. Dan Heap (Spadina): Madame le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par environ 560 citoyens de Toronto pressant le Parlement d'exiger du premier ministre (M. Trudeau) qu'il refuse d'autoriser les essais de missiles Cruise en sol canadien.

* * *

• (1510)

LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS ENTRE CULTIVATEURS ET CRÉANCIERS

MESURE MODIFICATIVE

M. Ralph Ferguson (Lambton-Middlesex) demande à présenter le bill C-653, tendant à modifier la loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers.

Des voix: Expliquez-vous.

AFFAIRES EXTÉRIEURES ET DÉFENSE NATIONALE

ADOPTION DU 10^E RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Maurice Dupras (Labelle): Madame le Président, je propose que le dixième rapport du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, présenté à la Chambre le jeudi 8 avril 1982, soit agréé.

Tous les partis se sont prononcés sur les questions évoquées au rapport et je pense que la Chambre est disposée à l'agréer, pourvu qu'on insère à la page 2, après les mots «août 1982,» le passage suivant: «à la condition que la Chambre ne siège pas» et, deux lignes plus bas, à la page 2, après les mots: «rédigera un», qu'on supprime les mots «autre (rapport) intérimaire».

Mme le Président: Cela exige le consentement unanime de la Chambre. La Chambre consent-elle à la présentation de cette motion?

Des voix: D'accord.

[Français]

Mme le Président: La Chambre est-elle d'accord pour que le rapport tel que lu soit agréé?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

[Traduction]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, on répond aujourd'hui aux questions n° 3498, 3499, 3731, 3968, 4049 et 4155.